

Ce que nous dit l'exemple calabrais

Mondialisation. Silvia Pérez-Vitoria, économiste, sociologue et documentariste, était en Ardèche les 6 et 9 octobre derniers pour présenter, à l'invitation de la Confédération paysanne et de Terre des Hommes, son film *Les mandarines et les olives ne tombent pas du ciel*, qui porte sur le sort des ouvriers agricoles émigrés en Calabre, dans le sud de l'Italie. *La Terre* l'a rencontrée à cette occasion.



« Des papiers, des droits, la dignité et une nouvelle politique agricole » : manifestation d'ouvriers saisonniers émigrés à Rosarno, en Calabre, en janvier 2010.

Nicolas Sarkozy a annoncé le 11 octobre une exonération substantielle des charges sur les salariés des exploitations agricoles. La seule réponse aux problèmes de l'agriculture consiste-t-elle à diminuer le coût du travail ?

Silvia Pérez-Vitoria : Dans l'agriculture qui a besoin de main-d'œuvre, la variable d'ajustement, c'est le travail. La culture sous serres en Andalousie, par exemple, demande beaucoup d'argent sur le plan technique : pour avoir des produits bon marché, la main-d'œuvre n'est pas payée. A l'image des ouvriers agricoles migrants que j'ai filmés en Calabre :

ils sont illégaux, payés 25 euros pour douze heures de travail quotidien. La « compétitivité » est à ce prix-là. J'emploierai une métaphore : 20 000 Roumaines partent chaque année de leur pays pour aller travailler la fraise à Huelva, en Espagne. Ces fraises arrivent sur nos étals très bon marché, et détruisent nos productions locales. Ces femmes, quand elles reviennent chez elles, n'ont pas gagné suffisamment d'argent : les terres roumaines sont rachetées par l'émigration et la PAC. Conséquence : l'agriculture roumaine voit disparaître ses paysans, saignée par l'émigration et la PAC. Dans le même temps, l'agriculture européenne est également perdante :

les fraises espagnoles arrivent plus tôt, moins cher, et cassent les productions françaises. On voit qu'à travers cette question de migrations, il s'agit d'un processus de destruction de l'agriculture paysanne.

Comment le contrer ?

On entend beaucoup dire qu'il suffirait de ne pas acheter en grande surface. Ce n'est pas vrai : il n'existe pas de continuité entre l'acte d'achat et une répercussion éventuelle sur l'agriculture. Ce n'est pas pour rien que la grande distribution emploie les grands moyens sur la bio ou les produits du terroir : elle réduit les gens à des agents économiques. A partir du moment où il y a un marché, tout est récupérable : ce

type de solution individuelle ne fait pas évoluer la société. Ce qui la transforme, ce sont les actions collectives. En face, nos adversaires ont une stratégie construite. Nous devons nous aussi occuper le terrain, nous organiser.

Vous évoquez des actions collectives : doit-on abandonner l'idée de l'évolution par la loi ?

Le rapport de forces est plus que jamais nécessaire. Dans l'histoire, la loi ne précède rien : elle suit. Le processus doit donc avoir lieu en deux temps : d'abord prendre conscience des enjeux capitaux autour de l'agriculture. Ces enjeux sociaux, de santé et de survie de l'humanité relèvent

Les Mandarines et les olives ne tombent pas du ciel, un film de Silvia Pérez-Vitoria produit par la Confédération paysanne.

Mars 2011. Une délégation composée de membres de syndicats paysans, de syndicats d'ouvriers agricoles et d'associations enquête en Calabre sur la situation des migrants qui travaillent dans l'agriculture. Entassés dans des logements de fortune attentatoires à la dignité, payés en deçà de tout salaire décent, ces travailleurs tentent de se mobiliser. D'autres rêvent... d'Afrique, tel ce salarié gambien qui demande de l'aide à la délégation pour retourner dans son pays où il « pourra manger trois repas par jour ». Assis au sommet de la pyramide de l'exploitation, les agriculteurs employeurs sont filmés dans quelques séquences hélas trop courtes. On y voit l'un assurant que ses ouvriers africains « préfèrent dormir sur des cartons pour envoyer de l'argent à leur famille », tandis qu'un autre philosophe : « Le business domine le monde. C'est comme ça, on n'y peut rien. » Les amateurs de délires publicitaires seront ravis d'assister à un spot sur l'agriculture calabraise, « dynamique et fière de son histoire, qui investit, portée vers l'avenir ». Le mérite du film est de montrer que les lendemains voulus par le syndicat calabrais dominant ne sont pas tout à fait chantants. ■ P.S.

Prochaines dates de diffusion : Salon Marjolaine, Paris, 11 novembre 2011 – et dans les réseaux de la Confédération paysanne.

d'un travail d'éducation indispensable. Ensuite, nous devons mettre en place des systèmes qui court-circuitent le modèle qu'on veut nous imposer. Il est nécessaire de se déconnecter de l'organisation existante. Enfin, il y a tout de même une réponse législative qui s'impose, celle du protectionnisme. On produit sur son territoire tout ce que l'on peut produire, on produit ce dont on a besoin – et ce que l'on ne produit pas on l'importe, en protégeant son agriculture. Voilà qui permettrait de relocaliser les productions et d'aller à terme vers une souveraineté alimentaire.

Ces positions sont-elles relayées politiquement ?

Le discours de gauche consiste à dire : « Il faut sauver l'agriculture. » Cela n'est pas suffisant : certains refusent de sortir de l'OMC, de remettre en question le libre-échange, l'agro-industrie, etc. Dans les plates-formes programmatiques, il n'y a rien sur l'agriculture paysanne : ce n'est pas étonnant dans la mesure où il

est compliqué de défendre publiquement que le développement est un processus de destruction. Pourtant, les trois quarts de la biodiversité cultivée détruite au XX^e siècle, c'est dû à la « modernisation ». Les deux tiers des gens qui meurent de faim sont des paysans. La première des choses, c'est qu'ils se nourrissent !

C'est déjà une utopie, vu le constat accablant dressé par votre film...

L'Union européenne vient d'allouer 58 millions d'euros à la Calabre. Ces fonds sont destinés à des investissements de loisirs, alors que la situation des travailleurs saisonniers est catastrophique. Ces territoires deviennent des lieux de tourisme, au nom du « développement rural » – deuxième pilier de la PAC, qui passe par pertes et profits l'agriculture paysanne. Pour autant, les travailleurs migrants commencent à se mobiliser. Les résistances s'organisent, et Via Campesina compte 200 millions d'adhérents. ■

Propos recueillis par Pierre Souchon